

la lettre % d'attac

AGIR POUR LA JUSTICE SOCIALE
ET ÉCOLOGIQUE

COMITÉ 19^e-20^e

NON AU BLACK FRIDAY ET À SA DÉBAUCHE DE CONSOMMATION

Combien de millions de cartons au logo souriant, en provenance des quatre coins du monde, vont inonder nos foyers ce vendredi 29 novembre? Amazon sera l'un des grands gagnants du *Black Friday*, cette frénésie consummatrice importée d'Amérique du Nord. Petit libraire en ligne devenu un géant tentaculaire, Amazon nous vend tout: de l'alimentation à la santé, en passant par l'hébergement de données. Jeff Bezos, l'homme le plus riche du monde, détient cette multinationale valorisée à 1000 milliards de dollars, au chiffre d'affaires de plus de 230 milliards et qui emploie 650 000 personnes dans le monde.

Amazon bénéficie d'une totale impunité fiscale, environnementale et sociale. En construisant un système d'évasion fiscale pour échapper à l'impôt, en transférant artificiellement ses profits dans des paradis fiscaux, Amazon se met dans les poches les milliards nécessaires à l'éducation, la santé et les services publics.

En incitant à des livraisons de plus en plus rapides, Amazon vient augmenter les trafics aérien et routier, déjà néfastes pour notre planète. La multinationale aurait détruit plus de 3 millions de produits neufs, invendus, en France, en 2018. Elle ne reprend pas les déchets électroniques et pollue plus que secteur de l'aéronautique par la surconsommation énergétique de ses fermes de serveurs.

Enfin, Amazon maltraite ses employé.e.s. qui sont mal payés, stressés et encadrés par une organisation interne impitoyable, avec un contrôle total de l'individu et de sa productivité. On a pu voir des salarié.e.s en Écosse obligé.e.s de dormir dans des tentes pour assurer leurs 60 heures de travail hebdomadaire. «Avoir un job et vivre comme un SDF, c'est ce que propose Amazon».

Cette impunité n'est pas une fatalité; il est urgent d'y mettre un terme en faisant primer les droits humains et environnementaux sur les profits. Mais il n'y aura pas de changement profond de politique sans inversion du rapport de forces.

Ce vendredi 29 novembre, avec Attac, transformons le Black Friday en un «Vendredi noir pour Amazon».

Pour nous rejoindre, inscrivez-vous ici : attac.org/l/agir.

CINÉ-DÉBAT « MURS DE PAPIERS »

Un film documentaire d'Olivier Cousin (2018 - 78 mn)

mercredi 20 novembre à 19h30

Centre d'animation de la Place des Fêtes
2-4 rue des Lilas, 75019 Paris

Projection suivie d'un débat en présence de bénévoles de la Cimade et d'autres organisations, ainsi que de Maryline Poulain, responsable du collectif CGT migrants.

ENTRÉE
LIBRE



Une permanence de sans-papiers dans le quartier de Belleville, à Paris, lieu protégé où se démêlent et se raccordent les fils des parcours de personnes migrantes. C'est le lieu où l'on s'attaque aux murs de papiers de la préfecture en détricotant obstinément les lois. C'est aussi un lieu chaleureux de rencontres, de débats, une ruche humaine.

Au fil des semaines, le film avance dans l'histoire des personnes migrantes. Chaque histoire privée révèle l'histoire publique. Chaque situation met en miroir les droits universels: reconnaissance d'une identité, liberté de circulation, respect de la vie privée et de la dignité.

À VOS AGENDAS!

Réunion d'information sur l'Observatoire parisien des libertés publiques, dimanche 17 novembre 2019, 17 h 30, en compagnie d'Arié Alimi, avocat, membre du Bureau national de la LDH, Le Lieu-Dit, 6 rue Sorbier, Paris 20^e.

Marche nationale #noustoutes, samedi 23 novembre, 14 h, contre les violences sexistes et sexuelles, place de la République.

Grève mondiale pour le climat, vendredi 29 novembre (heure non définie), pour le Black Friday. Plus d'informations sur paris.demosphere.net

Manifestation contre le projet de réforme des retraites, jeudi 5 décembre (heure non définie). Grève illimitée et reconductible.

ATTAC, QU'EST-CE QUE C'EST ?

L'Association pour la taxation des transactions financières et pour l'action citoyenne (Attac) est un mouvement d'éducation populaire tourné vers l'action. Attac se mobilise contre l'hégémonie de la finance et la marchandisation du monde, pour des alternatives sociales, écologiques et démocratiques.

Site Attac France : www.france.attac.org

Comité local 19^e-20^e :

attacparis20@attac.org ou

1-3 rue Frédérick-Lemaître - 75020 Paris

Informations, réflexions, campagnes :
<http://attac-paris19-20.org/>

Attac est présente
dans plus de quarante pays.

DE L'INCONVÉNIENT D'ÊTRE UNE FEMME

Grâce aux campagnes contre les féminicides et au mouvement #MeToo, il est devenu clair qu'être une femme, en France, en 2019, comporte des risques. Des risques physiques : agressions sexuelles, viols, mort violente. Des risques économiques : pauvreté, travail sous-payé, précarité. La lutte est loin d'être finie!

En couple, il est dangereux d'être une femme : 1 % d'entre elles se déclarent victimes de violences physiques et/ou sexuelles de la part de leur conjoint (ce chiffre bondit si l'on y inclut les agressions verbales) ; 85 % des victimes d'homicides conjugaux sont des femmes. Le couple est un lieu particulièrement dangereux pour l'intégrité physique des femmes : près de la moitié des viols sont commis par le conjoint ou l'ex-conjoint⁽¹⁾.

Au travail, il est dangereux d'être une femme : près de 80 % des salariées disent être régulièrement victimes de remarques ou attitudes sexistes au travail, 1 sur 3 y a déjà subi un harcèlement sexuel et 40 % de celles qui en ont parlé dans leur entreprise estiment en avoir subi des préjudices...⁽²⁾

Dans la rue, il est dangereux d'être une femme : 1 sur 4 déclare avoir subi au moins une forme de violence dans l'espace public (insultes, harcèlement...) au cours de l'année. Elles sont 16 % à renoncer parfois ou souvent à sortir de chez elles pour des raisons de sécurité, contre 3 % des hommes⁽³⁾.

En fait, il est partout dangereux d'être une femme.

Capitalisme patriarcal...

Le gouvernement a pris acte de cet état de fait et multiplie les déclarations : l'égalité entre hommes et femmes était une des priorités affichées par la présidence française du G7 cet été, un Grenelle des violences conjugales rendra ses conclusions le 25 novembre prochain... On peut se féliciter que le problème soit mieux entendu. On peut aussi être sceptique quant à la volonté de le résoudre, de la part d'un gouvernement néolibéral.

Comme le rappelle Silvia Federici dans *Le Capitalisme patriarcal*⁽⁴⁾, le monde où

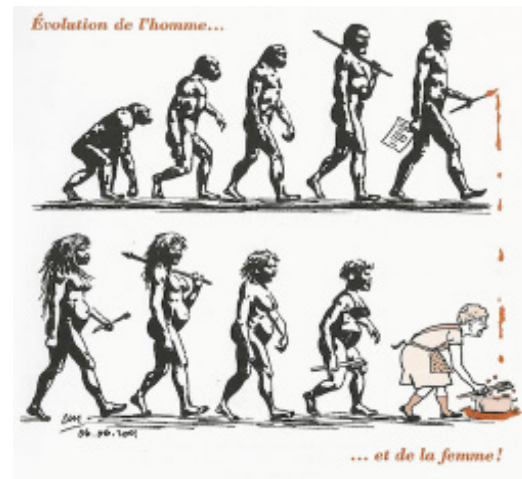
nous vivons prend racine dans les bouleversements du XIX^e siècle, et notamment dans la division entre production et reproduction. Le capitalisme moderne, tout en séparant ces deux sphères, y ajoute une séparation d'ordre sexuel et spatial – les femmes sont majoritairement assignées à la reproduction dans l'espace domestique, tandis que les hommes occupent l'espace public, celui de la production.

L'instauration de cette norme sociale coïncide avec la naissance du système binaire que l'on connaît : masculinité et féminité sont pensées à la fois comme des catégories naturelles et comme une norme à laquelle on doit se conformer – une norme hétérosexuelle. Dans ce système, le masculin est le sujet universel par excellence ; il restera d'ailleurs longtemps le seul à pouvoir prétendre au statut de sujet politique.

Notre société semble encore hantée par la division entre production et reproduction, qui fait des corps des femmes des lieux de luttes et de répression (au fil des décennies, de l'interdiction d'avorter à celle de porter un pantalon, puis un voile, ce sont toujours les corps féminins que l'on réglemente).

Aujourd'hui, les stéréotypes restent vivaces : le travail domestique (dont l'éducation des enfants) reste majoritairement réalisé par les femmes, ce qui diminue leurs revenus, puisque ce travail n'est ni pris en compte, ni rémunéré. Contrecoup de ce travail gratuit, près d'un tiers des femmes occupent un emploi à temps partiel, contre 8 % à peine des hommes⁽⁵⁾. Leurs emplois sont souvent aussi plus précaires. Avec la récente réforme du chômage, portée par un gouvernement qui se targue de féminisme, elles y perdent encore, puisque cette réforme affecte notamment les salarié.e.s à temps partiels et en CDD. En perdant du pouvoir d'achat, elle perdent la liberté de faire des choix, risquant plus que jamais d'être dépendantes d'un conjoint mieux payé qu'elles.

En effet, si les femmes renoncent à leur emploi plus souvent que les hommes pour s'occuper des enfants, c'est que leur salaire est plus bas : en France, à travail égal, les femmes gagnent en moyenne 24 % de moins que les hommes. Ainsi, même lorsqu'elles entrent dans la sphère de la pro-



duction, elle restent à la marge et sont plus exploitées. L'image tenace de la femme au foyer se répercute dans leurs emplois : elles sont par exemple majoritaires dans les métiers de soins aux enfants et aux personnes âgées, mal rémunérés. Dans ces conditions de précarité, elles pâtissent d'autant plus de la dégradation des services publics et du nivellement par le bas du droit du travail.

... à l'échelle mondiale

Au niveau mondial, les inégalités sont plus criantes encore. Si 9 milliardaires sur 10 sont des hommes, une part encore plus grande de femmes que d'hommes est exploitée, notamment pour produire les biens manufacturés consommés en France⁽⁶⁾. Ces femmes non occidentales subissent aussi les effets du capitalisme patriarcal, dont l'émergence a d'ailleurs coïncidé avec celle des empires coloniaux : l'économie s'appuie sur des êtres qui sont maintenus à la marge du système et luttent pour obtenir des droits.

C'est contre ce système que nous nous élevons, ce système de représentation de la différence sexuelle au fondement de violences à la fois économiques et sexuelles. De lutte en lutte, nous continuons à nous réapproprier nos corps contre les différents pouvoirs qui prétendent les occuper.

(1) <https://www.stop-violences-femmes.gouv.fr>
(2) Conseil supérieur de l'égalité professionnelle 2013 et 2016, enquête Ined 2016.
(3) Ibid note 1 et enquête Insee 2017.
(4) Éd. La Fabrique, 2019.
(5) Étude de l'Insee 2017.
(6) Étude d'Oxfam 2018.

BULLETIN D'ADHÉSION

Nom..... Prénom.....
Adresse.....
Code postal..... Ville.....
Email.....
J'adhère à Attac et je verse pour l'année civile.....€

Ressources mensuelles et cotisation avec Lignes d'Attac

de 0 à 450 €.....	13 € - de 1600 à 2300 €.....	65 €
de 450 à 900 €.....	21 € - de 2300 à 3000 €.....	84 €
de 900 à 1200 €.....	35 € - de 3000 à 4000 €.....	120 €
de 1200 à 1600 €.....	48 € - au-delà de 4000 €.....	160 €

Bulletin à renvoyer accompagné d'un chèque bancaire ou postal à :
Attac Service adhésions - 21 ter, rue Voltaire - 75011 Paris